Déclaration intersyndicale avant le CSAD du 16/10/2026

Nous étions appelé·es à siéger aujourd'hui en conseil Comité Social d'Administration Spécial Départemental.

Mais, face à la colère lycéenne, pouvons-nous réellement croire que cette instance soit en capacité de trouver des solutions à une crise qu'elle n'a pas été capable d'éviter faute d'un réel dialogue social ?

En se dressant contre la politique éducative actuelle, les lycéen·nes ont rendu un verdict sans appel : Les moyens attribués à l'école, et en particulier aux lycées, ne sont pas à la hauteur des ambitions d'une école émancipatrice et démocratique.

Nous n'avons cessé de dénoncer dans les instances départementales ou académiques, depuis de nombreuses années, les suppressions de postes, les effectifs trop chargés dans les classes, le manque de moyens, les effets délétères des réformes Blanquer du lycée et du bac, la sélection et l'opacité de Parcoursup, système inégalitaire s'il en est, l'état du bâti scolaire, les difficultés de remplacement, les équipes pluriprofessionnelles incomplètes. L'école de la République ne tient plus ses promesses. Les lycéen·nes méritent un avenir qui ne soit plus grevé par des restrictions budgétaires, le labyrinthe du lycée Blanquer et la loterie de Parcursup.

La liste des dysfonctionnements est longue : des classes surchargées, dans des collèges y compris en éducation prioritaire, dans des lycées ; trop d'élèves non affecté·es à l'issue de la 3e et voué·es au décrochage ; trop d'élèves sans proposition de Parcoursup ; trop d'élèves pas ou insuffisamment accompagné·es par des AESH ; des suppressions d'emplois d'AED à venir, incompréhensibles au vu de l'état des services de vie scolaire et de l'accompagnement des élèves, des CPE, des psyEN, des personnels sociaux et de santé qui, face aux élèves, sont débordé·es par les besoins criant d'une jeunesse confrontée à des problématiques socio-économiques ou à des angoisses de plus en plus fortes, tandis que les personnels des services sociaux et de santé sont confronté·es à des situations de détresse des agent·es de plus en plus nombreuses et lourdes. Quant aux personnels administratifs et techniques, trop souvent en sous-effectif chronique, ils sont aussi soumis à rude épreuve, dans les EPLE comme dans les services. Les personnels de direction et d'encadrement sont usés à force d'absorber des réformes à marche forcée et des

restrictions de moyens qu'il faut appliquer sur le terrain. C'est tout un système qui est à bout de souffle et qui ne tient que grâce à l'engagement de toutes celles et ceux qui croient dans le service public de l'éducation nationale.

Comment nos mises en garde ont-elles pu être ignorées ?

Rappelons que la réduction des DGH de cette année avait fait l'objet, dans cette instance, d'un vote unanimement contre.

Rappelons que des rassemblements d'enseignant·es et de parent·es d'élèves avaient eu lieu devant la DSDEN pour dénoncer cette baisse de DGH qui, après prise en compte des facteurs démographiques, a frappé plus durement le Lot-et-Garonne que les autres départements de l'Académie.

Rappelons enfin que nous avions boycotté le CDEN du mois de juin dernier pour alerter de la gravité de la situation dans un département rural parmi les plus déshérités sur le plan socioculturel.

A présent, en réponse au mouvement lycéen, le Gouvernement a décrété un temps démocratique… Nous osons espérer que ce temps démocratique durera et s'étendra au dialogue social car si nos alertes ont été ignorées, c'est parce que ce dernier s'est progressivement vidé de sa substance.

L'urgence est de recréer des marges de négociation avec de véritables moyens à la clef à l'échelle de chacune des instances de dialogue car, autrement, le dialogue social devient sans objet et se transforme en un double monologue. Aux revendications exprimées à chaque échelon, la machine bureaucratique ne fait plus qu'opposer, d'une part, les injonctions supposées irréfragables de l'échelon supérieur et, d'autre part, les compromis tacites supposés trouvés à l'échelon inférieur. Les instances de dialogue deviennent, dès lors, des chambres d'enregistrement de mesures décidées d'en haut sans réelle concertation.

A notre échelon, il est nécessaire de pouvoir faire valoir les spécificités d'un département comme le Lot-et-Garonne.

Pour l'heure, malgré de très fortes mobilisations, aucune réponse concrète n'a été apportée aux lycéennes et aux lycéens. Le sentiment d'exaspération est accentué par le déploiement sécuritaire et policier aux abords de certains établissements. Les lycéennes et les lycéens doivent pouvoir manifester pacifiquement, sans être confronté·es à la répression policière ou à la dissuasion par la peur. Le nombre d'arrestations en quelques jours est ahurissant s'agissant d'un mouvement de la jeunesse. Nos organisations syndicales dénoncent l'ensemble des violences, quelle que soit leur origine et les dégradations inacceptables de certains lycées. Elles apportent leur soutien aux personnels, ainsi qu'aux élèves qui ont pu en pâtir.

La concertation voulue par le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale est vide de sens. Ce n'est pas au niveau des établissements que les réponses pourront être apportées mais bien au niveau ministériel. Il est évident qu'il s'agit là de manœuvres dilatoires visant l'extinction de la contestation. La seule mesure annoncée, mise en œuvre

dans l’urgence et concernant le remplacement, a de quoi inquiéter les personnels que nous représentons : nous rappelons ici solennellement que les professeur·es sont protégé·es par un statut et que l’enseignement dans une autre discipline que leur discipline de recrutement ne peut leur être imposé, de même qu’une affectation en dehors de leur zone. Que dire de l’abondement des enveloppes de pacte RCD, synonyme de travail supplémentaire pour les enseignant·es !

C’est pour cette raison que le mouvement s’étend aujourd’hui aux personnels, non plus seulement en soutien mais pour mettre en avant avec force les revendications que nous portons et les réponses que nous voulons : l’annulation de toutes les suppressions d’emplois prévues au budget 2027, la création des postes nécessaires, une augmentation des salaires sans contrepartie et une amélioration des conditions de travail pour redonner de l’attractivité aux métiers, un plan de titularisation des enseignant·es, CPE et psyEN contractuel·les, une grille de rémunération nationale pour les AED, la création d’un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH, un plan de rénovation du bâti scolaire, l’argent public pour l’école publique…

Un autre budget est possible consistant à lever l'impôt là où il doit l'être, afin de redonner à l’école les moyens de tenir ses promesses d’égalité et d’émancipation.

Et sa mise en œuvre commence par le rétablissement d’un dialogue social digne de ce nom. C'est le sens de notre boycott de l'instance d'aujourd'hui.